

Une mine de charbon indonésienne opérant pour le compte d'un groupe domicilié à Zoug rend la vie des autochtones impossible, documente Public Eye dans une enquête réalisée sur place

# Du charbon suisse à Bornéo

CHRISTOPHE KOESSLER

**Indonésie** ► Enquêter sur les conséquences désastreuses d'une mine de charbon indonésienne détenue par un groupe suisse. C'est ce qu'a réalisé dernièrement sur place l'ONG Public Eye en collaboration avec l'association locale Wahli. Entretiens avec des populations locales autochtones et des activistes, analyse de l'étude d'impact, survol de la zone par drones, visite du centre médical local, les associations ont redoublé d'efforts pour documenter la catastrophe, résumée dans un reportage à lire sur le site de l'organisation helvétique<sup>1</sup>.

«Nous avons pu constater les problèmes de pollution des eaux causés par la mine et étayer les constatations d'accaparement des terres déjà dénoncées par le Fonds Bruno Manser [lire *Le Courrier* du 23 septembre 2021]», résume Adrià Budry Carbó, enquêteur sur les matières premières à Public Eye.

Au cœur de Bornéo, dans le Kalimantan, une partie de l'île à la biodiversité sans pareille, la firme Borneo Prima excave depuis 2019 2,3 millions de tonnes de charbon chaque année au bénéfice d'IMR Holding Asia, qui détient désormais 49% des parts de la mine pour le compte d'un conglomérat suisse, IMR Holding, domicilié à Zoug (lire ci-dessous).

## Dépossessions et destructions

«Depuis l'ouverture de la mine en 2019, la communauté autochtone dayake subit. A la poussière générée par les dizaines de milliers de camions qui traversent chaque année le village Tumbang Olong vient s'ajouter la contamination des rivières, unique source d'eau pour ses quelque 900 habitants-es», détaille Public Eye. Dans le rapport d'impact environnemental de Borneo Prima, que l'ONG a pu se procurer, la société anticipe un «impact négatif significatif» sur la qualité de l'eau et promet l'installation d'un bassin de sédimentation



Terminal charbonnier de Bornéo Prima à Muara Laung. Au cœur de Bornéo, dans le Kalimantan, la firme Borneo Prima excave depuis 2019 2,3 millions de tonnes de charbon chaque année. MUHAMMAD FADLI/PANOS PICTURES

afin de réduire l'érosion et limiter le drainage minier acide. «Dix ans après l'écriture du rapport, nous n'en avons pas trouvé la moindre trace sur place», assure Adrià Budry Carbó.

A la saison des pluies, les eaux charrient le charbon et la poussière jusque dans les foyers. Partant, la santé des locaux est affectée: «En 2022, les maladies respiratoires ont représenté la première source de consultation au centre médical local (30%), qui accueille les patient-es des cinq villages voisins de la mine, selon un rapport interne», indique l'enquête de Public Eye.

La pollution des sols met potentiellement en danger le mode de subsistance principal des

Dayak-es, basés sur l'agriculture. D'autant qu'une partie de leurs territoires ancestraux ont

## INDONÉSIE, NOUVEAU ROI DU CHARBON

Le nombre de licences pour l'exploitation du charbon a explosé en Indonésie dans les années 2000. Le pays est rapidement devenu le premier exportateur mondial de cette roche sédimentaire, devant l'Australie. «Neuf cent nonante-huit licences d'exploitation, couvrant plus de 9 millions d'hectares, sont aujourd'hui en vigueur, principalement au Kalimantan et à Sumatra», précise Public Eye. Et rien n'indique un ralentissement dans le domaine, malgré les assurances du gouvernement d'abandonner le charbon d'ici à 2037. Pour l'heure les investissements se multiplient. **CKR**

été accaparés par la mine, avec le blanc-seing du gouvernement indonésien. Dépourvus de titres, les autochtones, établis de longue date, n'en sont pas moins propriétaires, selon un juriste local consulté par l'ONG suisse. «La tradition orale dayak-e a constitué une 'faillie juridique' exploitée avec cynisme par Borneo Prima pour 'prendre leurs terres'», explique l'environnementaliste dayak Thomas Wanly. L'homme a contesté cinq cas d'accaparement de terres par Borneo Prima, mais n'a obtenu qu'une maigre compensation pour l'un des cas: l'engagement de sa

cliente comme cuisinière au sein des opérations minières.

## «Stop charbon»

Difficile pour les modestes citoyens locaux d'obtenir gain de cause dans les tribunaux locaux. Et la situation pourrait s'aggraver. Les entreprises suisses pourraient bientôt contourner la justice indonésienne. Après l'accord de libre échange signé en 2018 entre les deux pays, un nouveau traité bilatéral d'investissement (TBI) a été conclu, lequel prévoit que ce soit une cour privée qui tranche les différends.



«Nous avons pu constater les problèmes de pollution des eaux causés par la mine» **Adrià Budry Carbó**

Après le rejet de l'initiative populaire «pour des multinationales responsables» par une majorité des cantons suisses en 2020, les ONG qui l'ont portée espèrent tout de même que le Conseil fédéral finisse par imposer un devoir de diligence en matière de droits humains, en s'inspirant des décisions prise en ce sens par l'Union européenne ces dernières années. Public Eye a aussi lancé une pétition<sup>2</sup> pour demander aux autorités d'abandonner le commerce du charbon d'ici à 2030, alors que la Suisse en est devenue une plaque tournante avec, selon l'ONG, 40% du marché mondial négocié sur son territoire... **I**

<sup>1</sup>stories.publiceye.ch/indonesie  
<sup>2</sup>publiceye.ch/fr/petition-stop-charbon

# Insaisissables sociétés en poupées russes

Du côté d'IMR Holding à Zoug, on conteste toute responsabilité dans cette affaire. Depuis les premières dénonciations du Fonds Bruno Manser en 2021, et les articles du *Courrier* et du *Sonntagsblick*, IMR Holding a transféré ses participations dans Borneo Prima à IMR Holding Asia, hébergée à Singapour, indique Public Eye. IMR Holding estime en conséquence n'avoir aucun compte à rendre. Dans une réponse au *Sonntags-Blick*, son président à Zoug, Hans-Rudolf Wild, assure: «IMR Holding n'a aujourd'hui aucune participation dans Borneo Prima, ni directement ni par le biais d'une filiale.»

Public Eye estime pour sa part que l'entité singapourienne appartient bel et bien à la «galaxie IMR», chapeauté par IMR à Zoug. Une multitude d'autres informations l'indiqueraient: le directeur et l'ayant droit économique d'IMR Asia Holding à Singapour, Anirudh Misra, est également membre du conseil d'administration et ayant droit économique de la société zougnoise IMR Holding, présidée par Hans-Rudolf Wild. Le groupe IMR comprend en outre la société IMR

Metallurgical Resources AG, également présidée par M. Wild. Et celle-ci fait référence sur son site web à «notre mine de charbon Prima en Indonésie».

## IMR Holding AG a-t-elle une véritable consistance à Zoug ou n'existe-t-elle que par le biais d'Hans-Rudolf Wild, administrateur et avocat d'affaires?

IMR Holding AG a-t-elle une véritable consistance à Zoug ou n'existe-t-elle que par le biais d'Hans-Rudolf Wild, administrateur et avocat

d'affaires, qui est selon Public Eye président ou directeur de 45 autres entreprises? Dans une réponse à l'ONG, l'homme de loi tient à préciser: «Le groupe IMR, fondé en 2004, n'est pas une société boîte aux lettres puisqu'il compte, aux dires de la société, plus de 4000 employés sur différents sites à travers le monde, dont son centre de négoce zougnois.»

**D'après Public Eye**, nombre de multinationales, notamment celles des matières premières, trouvent avantage à se domicilier ainsi en Suisse, et en particulier à Zoug, non seulement en raison de sa fiscalité avantageuse et de ses excellents services juridiques, mais aussi de «sa discrétion»: «En Suisse, les avocats d'affaires ne sont pas tenus d'informer les autorités et la justice de flux financiers illicites, tant qu'ils ne touchent pas eux-mêmes à ces fonds»<sup>1</sup>, précise Adrià Budry Carbó. **CKR**

<sup>1</sup> Voir le *Guide du blanchiment* de Public Eye: www.publiceye.ch/fr/regard/la-suisse-et-ses-boites-aux-lettres-pour-argent-sale

## LE GENEVOIS MERCURIA A AUSSI SA MINE DANS L'ÎLE

Le fameux négociant en matières premières Mercuria, domicilié à Genève, possède aussi une mine de charbon dans le Kalimantan indonésien. Mais il ne faudrait pas le dire trop fort, sourit Adrià Budry Carbó, qui souligne que la société domiciliée au bout du lac est gérée aux entournures, assurant que la mine qu'elle a rachetée il y a dix ans arrive en fin de vie. «Sur place, on n'en est pas si sûr», lâche l'enquêteur de Public Eye qui a fait le déplacement. Chez Kalimantan Energi Lestari, filiale de Mercuria, on promet que les «opérations vont graduellement se réduire» après dix ans d'exploitation mais on évoque aussi «un potentiel de ressources supplémentaires» qui «devrait encore faire l'objet d'études économiques de faisabilité», explique le spécialiste de l'ONG. Dans la région, «personne n'a entendu parler d'un plan de sortie ou de fin de vie de la mine», assure-t-il. Depuis les échanges avec Public Eye, les mines de charbon ont en tout cas disparu... du site internet de Mercuria. **CKR**